Regards croisés sur l'économie, 27 mai 2021

L’impossible prévision de l’économie pour 2021 ? Incertitudes, rêves et cauchemars dans l’analyse de la situation économique française

blogs.alternatives-economiques.fr/rcerevue/2021/05/27/l-impossible-prevision-de-l-economie-pour-2021-incertitudes-reves-et-cauchemars-dans-l-analyse-de-la-situation-economique-francaise

La mise en place de confinements dans de nombreux pays en mars 2020 a plongé les commentateurs habitués de la conjoncture économique dans une obscurité presque inédite. L’économie tournait au ralenti, certains ont parlé de « congélation » tandis que d’autres préféraient le récit d’une double perturbation : choc d’offre et choc de demande (Boyer, 2020). On ne peut que saluer, dans ce contexte chaotique, la lucidité et les efforts des instituts de prévision et d’analyse économique qui, seulement deux semaines après les annonces gouvernementales, proposaient une première estimation de la chute d’activité (Département analyse et prévision de l’OFCE, 2020 ; INSEE, 2020). Puis vinrent progressivement les premières prévisions du Produit Intérieur Brut (PIB) et de sa variation pour les deux derniers trimestres de 2020, tandis que certains s’aventuraient alors à des prévisions pour 2022.

Les premières estimations de l’OFCE et de l’INSEE sur la chute d’activité se sont avérées finalement assez bonnes et même excellentes si l’on prend en considération la situation dans laquelle elles ont été produites. Pour les prévisions, c’est un peu plus compliqué. L’INSEE ne s’y est pas risquée et a privilégié des publications se rapprochant d’une prévision en temps réel qui réduit l’horizon temporel de la projection. En effet, rythmées par les annonces gouvernementales et les évolutions de la situation sanitaire, les prévisions économiques ne pouvaient qu’être modifiées très régulièrement ou prendre la forme de scénario.

C’est tout le paradoxe de l’information en situation de crise : la demande de prévisions et d’analyses augmente tandis que les conditions de l’offre rendent difficiles leur production. Ces chiffres sont évidemment importants pour les acteurs économiques puisque ces derniers ont besoin de voir clair pour investir et développer des projets à moyen et long termes. Mais ils le sont tout autant pour les acteurs politiques, et ce pour deux raisons. La première est plutôt intuitive : la mise en place d’une politique économique implique que les décideurs jouent un rôle économique en organisant et rationalisant les choix de l’acteur majeur qu’est l’État. La seconde, plus rarement explicitée, est que les données prévisionnelles en particulier et les statistiques économiques en général constituent un critère central de l’évaluation des dirigeants en place, et, à ce titre, jouent un rôle considérable dans les processus électoraux (sur ces questions, voir Soroka *et al*., 2015). Ainsi, à l’approche des élections présidentielles de 2022 en France, on comprend l’enjeu intrinsèquement politique des prévisions économiques pour 2021 et 2022. Dans un récent tweet, Nathalie Loiseau, député européenne, utilisait par exemple les dernières prévisions de croissance de la Commission Européenne pour s’opposer à l’idée que la France « est un pays qui rate tout » (*sic*).

Mais au-delà de l’usage politique et discursif, n’y a-t-il pas du politique au cœur même de la construction du chiffre, en amont de sa décision ? Dans quelle mesure peut-on appréhender la prévision économique comme un phénomène socio-politique qui dépasse le cadre purement technique des difficultés de modélisation en situation d’incertitude ? C’est ce point que nous nous proposons de creuser dans cet article de blog.

Un tour d’horizon des prévisions économiques pour fin 2021

Quels chiffres pour 2021-2022 ?

Fin janvier, et comme chaque année, l’Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) a publié un *policy brief* faisant office de compte rendu de la réunion annuelle de l’Observatoire Français des Comptes Nationaux (OFCN) (Madec et Péléraux, 2021). Ces sessions réunissent chaque année un panel de prévisionnistes du monde public et privé afin de confronter leurs analyses des perspectives économiques française à horizon un ou deux ans (1). Le document fait ressortir deux points saillants : 1) Quantifier des prévisions en période de crise est un travail périlleux ; et 2) En dépit d’une relative convergence, les écarts de prévisions entre les différents instituts sont considérables et l’avenir économique de la France ne semble pas nettement tracé par les modèles.

Sur le premier point, les prévisionnistes ont fait preuve d’humilité et de réflexivité quant à la production de données prévisionnelles. En effet, dans trois articles qui introduisent le numéro 166 de la *Revue de l’OFCE,* paru en juin 2020, plusieurs chefs de départements d’analyse de la conjoncture reviennent sur les difficultés et sur les stratégies mises en place pour les contourne. Ils explicitent notamment l’une des spécificités de la crise du coronavirus et de ses effets sur la quantification du futur: la collecte même des données est affectée par la rupture des canaux classiques. Une telle situation oblige les acteurs de la prévision à innover, par exemple en ayant recours à des données usuellement peu

exploitées et/ou exploitables (les fameuses « données hautes fréquences »). De tels mécanismes de prévision dans le brouillard des confinements ont fait l'objet de billets dès le mois d'avril 2020 de la part du sociologue Olivier Pilmis (2020a, 2020b). Ce dernier nuance en partie l'originalité de la crise du point de vue de la prévision économique dans la mesure où, comme souvent en économie appliquée, «proposer un diagnostic d'une économie à l'arrêt, c'est d'abord mesurer quelque chose qui n'est pas là, c'est rendre présent quelque chose qui est absent » (Pilmis, 2020b). Enfin, la presse s'est également saisie de la question en liant l'évolution des variables économiques à l'incertitude de celle des variables politico-sanitaires (troisième confinement, efficacité de la campagne de vaccination etc.). Les cadrages adoptés insistaient ainsi sur les enjeux spécifiques des prévisions en situation d'incertitude (« Les prévisions économiques, un exercice soumis aux incertitudes » 08/03/2021), questionnant ici leur pertinence (« Cette crise-là non plus, les économistes ne l'avaient pas vu venir », 03/07/2020) et dévoilant ailleurs leurs coulisses (« Banque de France : les coulisses des prévisions économiques », 18/12/2020).

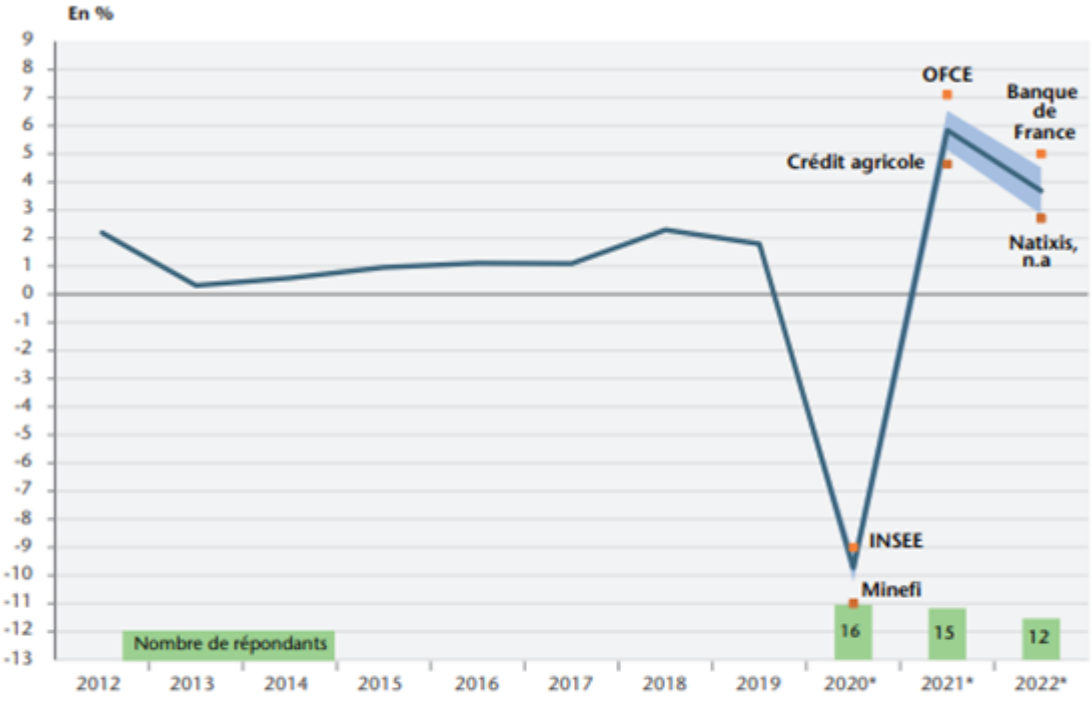
Aussi nombreux et divers qu'ils soient, praticiens et observateurs sont donc unanimes sur la difficulté de dire ce que sera l'économie française dans un ou deux ans. Si l'on retrouve aujourd'hui des problèmes classiques en situation de crise (incertitude sur les politiques publiques qui seront menées et perturbation des relations usuelles entre variables économiques), le caractère sanitaire de la crise amène de nouveaux défis et incertitudes qui contraignent les acteurs de la prévision à innover pour assurer la continuité des analyses.

De plus, les prévisions économiques et en particulier les prévisions de croissance (du PIB) représentent un élément clef des décisions économiques publiques et privées. Par conséquent, les institutions sont d'une certaine manière incitées à innover pour produire des chiffres en dépit de l'incertitude radicale dans laquelle elles baignent. Dans un tel contexte, trois éléments ressortent:

1. On peut déjà noter que l'incertitude ne pèse pas avec la même force pour toutes les variables. Par exemple, l'épargne ou le revenu brut des ménages ne sont estimées que par respectivement six et cinq institutions du panel. Ainsi les prévisionnistes ont fait preuve, comme le note les auteurs du *policy brief*, de « pusillanimité dans la définition d'une trajectoire de dégonflement de l'épargne accumulée par les ménages durant la crise » (Madec et Péléraux, 2021, p. 3). Les auteurs du compte-rendu de la réunion de l'OFCN notent que le flou persiste sur la capacité de rebond de l'économie en 2021 et 2022, notamment parce que cette dernière dépend de variables comme l'épargne qui ne font l'objet que de très rares estimations dans le panel. De même, dans leurs prévisions économiques d'avril, les économistes de l'OFCE rappellent à nouveau que l'épargne est la clé de la reprise économique et proposent des prévisions de croissance scénarisées (un scénario où les français désépargnent et un autre ou ils ne désépargnent pas). Ce qui ne nous dit toujours pas ce que vont faire les français et, par conséquent, quel scénario privilégier.

2. Deuxièmement, il y a tout de même un accord sur un certain nombre de tendances pour les perspectives économiques de la France. Pour le dire rapidement, on sait si la croissance va s'accélérer ou ralentir. Les prévisionnistes prédisent ainsi, après une chute inédite en 2020, une hausse du taux de croissance annuel pour 2021 (entre +4,8 % et + 7,1 %) puis un ralentissement de la croissance en 2022 avec un taux qui resterait largement positif (entre +3 % et +5 %) (Graphique 1).
3. Enfin, cette tendance consensuelle ne doit pas dissimuler les écarts sur l'amplitude estimée des variations du taux de croissance (cf. les chiffres donnés entre parenthèses). Le désaccord commence en réalité sur l'estimation de l'effet de la crise sanitaire sur la croissance du PIB annuel lors de l'année 2020 pour laquelle on observe une fourchette de deux points entre la prévision la plus haute (INSEE) et la prévision la plus basse (Ministère de l'économie et des finances (MEFI)). On constate à peu près ce même écart pour les prévisions max et min en 2021 et 2022, mais l'écart-type augmente concernant l'ensemble de l'échantillon, ce qui signifie que les prévisions divergent encore plus entre elles.

Finalement, bien que l'on puisse mettre en évidence une tendance lorsqu'on lisse et moyennise les prévisions de ces seizes instituts de l'OFCN, les mesures de dispersion (écarts-types, max/min etc.) rappellent qu'au début de l'année 2021, économistes et politiques doivent composer avec un « éventail des possibles très large » (Madec et Péléraux, 2021).

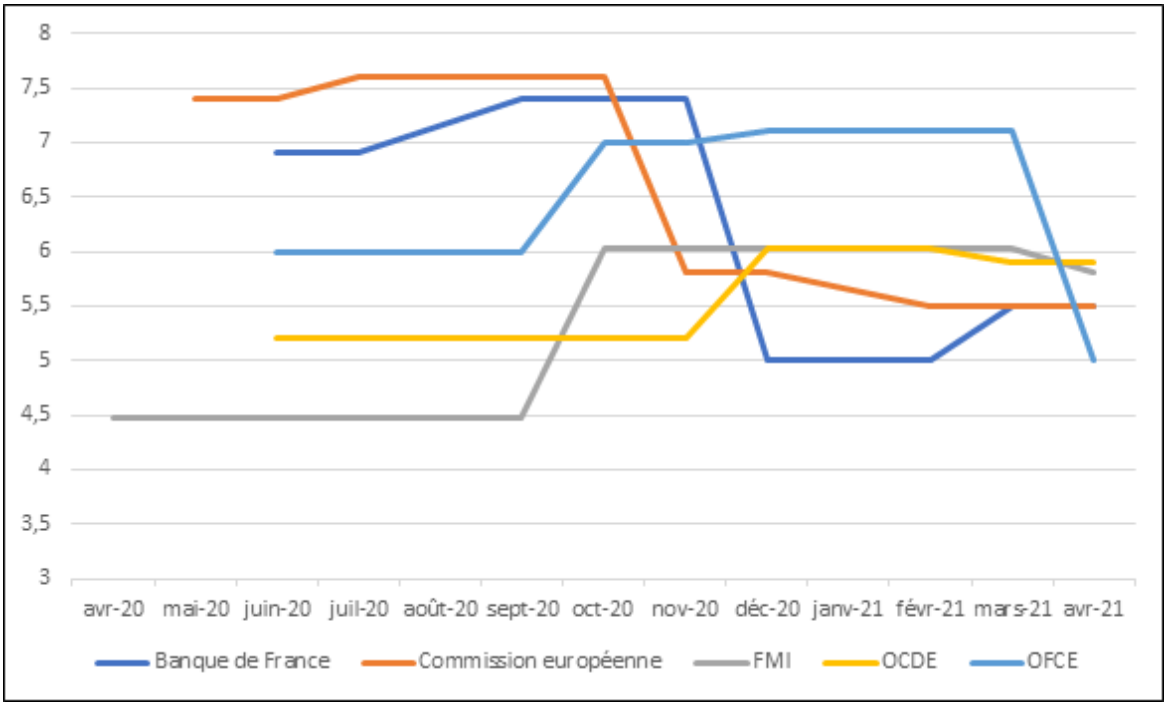


Note : prévisions pour les années avec *. La ligne bleue est la moyenne des réponses fournies par les instituts. La bande bleue est bornée par les écarts-types. Les écarts-types sont respectivement égaux à 0,5, 0,7 et 0,8 pour les années 2020, 2021 et 2022. Les points rouges représentent le minimum et le maximum des prévisions. Les étiquettes « n.a » signifient que l'institut a souhaité rester anonyme.
Sources : INSEE, panel OFCN 2020, calculs OFCE.

Graphique 1 : *Prévisions de la croissance du PIB français à horizon 2022. Source: Madec & Péléraux (2021)*

Vers un retour du consensus ?

Cet « éventail des possibles » s'est-il restreint depuis janvier ? Le début de l'année 2021 n'a pas été le terrain d'une levée totale des incertitudes pour la situation sanitaire en France. Au contraire, dès fin janvier la question d'un troisième confinement se pose dans le débat public en particulier avec le développement des variants de la première souche du coronavirus. Les annonces du gouvernement et l'établissement d'un calendrier de réouverture permettent cependant une visibilité accrue à court terme. À la suite de la mise en place d'un nouveau confinement national début avril, le MEFI a abaissé sa prévision de croissance à 5 %. Pour justifier ce rétropédalage sur la prévision de croissance, on peut se rappeler ce que disait l'économiste en chef de la Direction Générale du Trésor, Agnès Bénassy-Quéré, à propos de l'activité de prévision des économistes et de son équipe. Selon elle, l'incertitude liée au contexte sanitaire est difficile à intégrer quantitativement « parce qu'on n'a pas une équation « contamination ». On n'a pas un modèle épidémiologique dans le modèle Opale ». Les modifications se font à la main en multipliant les hypothèses de précaution. Ainsi les variations de prévision sont certes produites par les modèles mais elles sont aussi le fruit des incertitudes perçues par les modélisateurs. C'est ce que l'on appelle les « jugements d'experts » (ou de manière plus technique, les « cales ») qui permettent d'intégrer des éléments difficilement modélisables en tant que tels. Plus qu'une modélisation mathématique, c'est, comme diraient les sociologues des sciences, l'interaction entre l'humain (le prévisionniste) et le non-humain (son modèle) qui permet d'accéder à l'information sur le futur.



Graphique 2: *Évolution des prévisions de croissance pour 2021. Sources : Auteur à partir des données publiques des institutions.*

Lecture: L'axe des ordonnées représente le taux de croissance annuel du PIB estimé pour l'année 2021. Ainsi, par exemple, en octobre 2020, le Fond Monétaire International (FMI) révise à la hausse sa prévision de croissance pour la France en 2021 en passant

de 4,5 % à 6 %.

Le graphique 2 présente l'évolution des prévisions de croissance 2021 de cinq autres institutions et leurs révisions au fil du temps. On note que les écarts tendent à se réduire malgré une incertitude persistante sur le contexte sanitaire. Si on pouvait avoir jusqu'à 3 points d'écart entre la Commission européenne et le FMI à l'été 2020, on remarque que l'échantillon de prévisions mobilisé ici se resserre début 2021 sur une fourchette entre 5 % et 6 % soit un intervalle d'un point d'amplitude.

La publication des estimations trimestrielles des comptes nationaux par l'INSEE peut agir par ailleurs comme un point focal vers lequel les autres institutions convergent. Pour 2021, les estimations du premier trimestre sont parues début mai et donnent pour la France une croissance de +0,4 %. Il ne reste plus qu'à intégrer cette information dans les modèles pour voir son impact sur les écarts de prévision. Ainsi, pour Selin Ozyurt de la société d'assurance Euler Hermès, l'information statistique de l'INSEE est cohérente avec les prévisions de croissance autour de 6 % (le consensus, donc). L'optimisme est alors de mise puisque cela suppose que les prochains trimestres seront eux aussi marqués par des rebonds et une croissance bien supérieure à ce « timide » (*sic*) +0,4 %. Tout aussi optimiste quant à l'évolution de l'indétrônable indicateur de croissance (*i.e.* le PIB), l'institut de conjoncture Rexecode pense à réévaluer à la hausse sa prévision qu'il avait pourtant réduit de 0,5 points (de 5,6 % à 5,1 %) après les annonces du troisième confinement. Même son de cloche du côté de la Banque de France et de la commission européenne. Tout va bien, donc ?

Critique des chiffres et analyses alternatives : des visions pessimistes de l'avenir de l'économie française (2)

Les Français interrogés par Elabe début mai ne sont pas aussi optimistes : neuf sur dix se disent inquiets de la situation économique du pays. Et ce ne sont pas les seuls. Si le brouillard sur les chiffres semble progressivement se résorber à mesure que la vaccination avance et que l'incertitude décroît, les économistes ne s'accordent pas pour autant sur la manière de les interpréter et l'importance à leur accorder. Par exemple, l'économiste Michel Husson porte un regard critique vis-à-vis des chiffres produits par les seize instituts de l'OFCN dans l'étude que l'on a présentée ici. Selon lui, « les modèles ne sont pas capables de prendre en compte l'interaction entre le « cycle pandémique » et la trajectoire de l'économie, et donc de fournir une cohérence comptable d'ensemble. Faute de mieux, les instituts de prévision convergent vers un récit rassurant : on bouche la moitié du trou en 2021, puis l'autre moitié en 2022, et on se retrouve au niveau de PIB de 2019. Mais les variants et la lenteur de la vaccination pourraient bien mettre à mal ces vœux pieux ». Ainsi, face au discours rassurant des prévisionnistes « traditionnels », certaines voix proposent une vision plus sombre pour l'économie française en 2021 en suggérant de regarder les autres éléments et variables au-delà du PIB. C'est ce que note, là encore, le même Michel Husson dans un article plus récent: « les crises sanitaire et économique sont étroitement imbriquées et c'est ce qui donne à la situation actuelle un

caractère inédit. Le travail des prévisionnistes est rendu plus difficile et plus incertain, parce que les trajectoires à venir ne sont plus déterminées seulement par des mécanismes économiques (et que ceux-ci sont eux-mêmes détraqués).»

Prenons l'exemple de Gilles Raveaud. Cet économiste présente un tableau alarmant de la situation économique pour 2021 et 2022. Cependant, il n'accorde qu'une importance très limitée aux prévisions de croissance et ce même lorsque les journalistes insistent pour obtenir une quantification de la situation économique pour 2021:

« Thinkerview : Qu'est-ce qui va se passer ? On va se prendre un mur dans la tête que jamais aucun politique n'a été amené à gérer mis à part pendant les guerres 39-45. Vous tablez sur combien de récession ? -10 , -15, -20 % ?

Raveaud : Bon l'année dernière en gros on a fait -10 %

Thinkerview : -10, -10 mais avec les subsides de l'État

Raveaud : C'est ça […] Alors, c'est sûr qu'il y a une incertitude de dire... les aides franchement, **là je sais pas et personne ne sait, et c'est pas gênant de dire qu'on sait pas** […]. Par contre, là où vous avez raison, et ce qui est sûr, et là aussi les modèles des économistes sont complètement faux, c'est qu'on a toujours l'image... qui est l'image, si vous voulez, comme dans la physique [...] : on a des courbes, vous avez de la récession et après ça remonte. Mais en fait cette image, elle est profondément fausse […]

Thinkerview : **La récession pour 2021 c'est combien de pourcents ?**

Raveaud : Moi, je pense qu'il n'y aura pas de récession de 2021 ; mais pour une mauvaise raison [...]

Thinkerview : Alors la récession cachée, elle va être de combien ?

Raveaud : Pfff je sais pas […] comme vous le dites très justement, on a une récession qui est absolument colossale.

Thinkerview : Masquée

Raveaud : Oui, nan pas masquée parce l'année dernière par exemple, bon là justement mes chers amis de l'INSEE [...]ont affiché -10 %

Thinkerview : **Oui, mais vos amis de la Banque de France [...] disent qu'on va avoir +5 %**

Raveaud : […] Là ils me font bien rire effectivement les gens de la Banque de France. Mais ça pose vraiment un très gros problème. C'est qu'ils continuent en permanence à faire des projections sur 2021, 2022, 2023, alors que **personne et eux-mêmes non plus évidemment ne connaît la situation de l'économie française la semaine prochaine.** Mais ils continuent. Et vous voyez : ça revient vraiment au problème de la connaissance. » (3)

Ce qui intéresse cet économiste, ce sont les effets réels de la récession et donc une approche plus sociale, rarement modélisée, de la situation : augmentation de la pauvreté, taux de chômage des jeunes, etc. Ainsi, dans une autre interview, il revient sur ce point et propose une vision moins optimiste que ne laisse le présager la simple observation des prévisions de croissance du PIB:

« Ce que disent les économistes qui sont à peu près lucides (y'en pas beaucoup malheureusement), **on est donc dans une période où pendant deux ou trois ans au moins, et peut-être plus, il y aura pas de croissance économique**. On sait que déjà en temps normal, même quand il y a de la croissance économique, on a un chômage très important en France, on a une pauvreté très importante avant le Covid, on avait déjà un adulte sur sept qui était pauvre en France. Donc évidemment la situation va s'aggraver ; et il faut bien comprendre -et je suis désolé de dire ça aux gens parce que c'est terrible) ; là, ce qui a commencé à se passer, personne ne l'a vécu. Si vous avez 30 ans, 40 ans, 50 ans, 70 ans... la crise économique dans laquelle on est, déjà personne ne l'a vécue, absolument personne. Dans notre pays ça n'est jamais arrivé […]. L'économie ne va pas rebondir pour les raisons expliquées avant. De l'étendue massive de la pauvreté, il n'y aura pas de rattrapage. Ce qui a été perdu là ne sera jamais rattrapé » (4)

Au sein même du FMI, certains acteurs s'inquiètent des conséquences sociales du choc économique engendré par les mesures sanitaires (Barrett, Chan & Li, 2021). L'ancien économiste en chef de l'AFD, Gaël Giraud, a lui aussi présenté à plusieurs reprises une vision sombre de l'économie française et mondiale pour 2021, au point de parler de « cataclysme économique mondial » (5). D'autres, un peu moins pessimistes, se contentent d'énoncer des réserves et avancent avec prudence quand il s'agit de prévoir l'économie pour 2021. Ainsi, Philippe Trainar, membre du Cercle des économistes, expliquait début avril : « Nous ne savons pas où nous allons. C'est-à-dire : quand on cite le chiffre de 5 % [de croissance pour 2021], l'incertitude autour de ce chiffre est gigantesque ; et c'est pas seulement en France, c'est aussi aux États-Unis, il suffit de voir les prévisions de la Fed ».

Au-delà des économistes, les journalistes économiques sont eux-mêmes divisés sur la question y compris lorsqu'ils sont étiquetés comme « critiques ». Ainsi, pour Romaric Godin qui était de passage sur la chaîne Twitch de Mathieu Cocq (6) le 3 mars 2021, les interprétations en termes de « choc conjoncturel » qui ne serait que transitoire ne peuvent plus tenir (7): « on s'est un peu défendus intellectuellement en se disant « c'est une parenthèse ». Il se trouve que c'est pas une parenthèse, parce que au bout d'un an, c'est plus une parenthèse, c'est une période. » Pour lui cette idée d'un retour au monde d'avant ou d'un passage dans un monde d'après qui guide l'interprétation usuelle des données prévisionnelles (8) est risquée et peu convaincante :

« Il y a une volonté de revenir à cette normalité d'avant ; et à mon avis c'est une double erreur. La première erreur, je l'ai déjà dit, c'est parce que effectivement **avant, c'était pas mieux. E**nfin, c'est pas mieux maintenant, mais enfin ce n'était pas le paradis . Et puis **la deuxième erreur, c'est de penser qu'en fait ce type de crise, qui en plus maintenant continue, peut être effacée d'un simple coup d'éponge,** et par je ne sais quel mythe de la reconstruction de la confiance, de la croissance, etc. […] Annuler les effets d'une

crise de cette ampleur, de la durée qu'elle est en train de prendre, à mon avis, c'est vraiment se leurrer totalement, mais bon on comprend… C'est-à-dire que **dans cette période de crise, en même temps, les gens sont perdus et ils se rattachent à ce qu'ils connaissent, à l'avant, cet espèce de mouvement un peu naturellement conservateur** qui se fait dans les périodes difficiles, c'est normal. » (9)

C'est une position partagée par l'économiste Jean-Luc Gaffard qui parle d'un "retour en arrière fantasmé" et plaide pour un renouvellement de l'approche des phénomènes économique en tenant compte du "défit de l'instabilité".

Christian Chavagneux (10), éditorialiste pour Alternatives Economiques, nous invite cependant à rester optimiste malgré tous ces constats. Dans une chronique publiée dans le numéro de mai 2021 du magazine, il présente cinq effets positifs de la pandémie sur les comportements et cinq autres sur les politiques publiques avant de conclure : « La pandémie ouvre la voie d'une possible révolution des mentalités économiques. Si c'est ce qui se passe dans les années à venir, la crise financière et le retour de l'innovation publique en matière de réglementation n'auront été qu'une première étape d'un changement plus profond au profit d'un capitalisme mieux régulé et moins inégalitaire. Laissez-moi rêver un peu… »

En même temps, peut-on faire autre chose que rêver quand on essaye de se projeter dans un futur qui n'est pas encore là ? Gilles Raveaud essaye de s'attacher le plus possible au présent, mais il est structurellement amené à poser des hypothèses sur le futur (11): « Il faut arrêter avec ces histoires de projection de 3 %, 5 %. Où est la demande ? Vous avez des plans sociaux vous avez tout ce que vous avez expliqué, chômage partiel, vrai chômage, une augmentation sans précédent de la pauvreté […] Les secteurs moteur de l'économie française **: le tourisme ne va pas retrouver l'année prochaine son niveau habituel, c'est évident** ; l'aéronautique évidemment, où est la demande pour l'économie française elle n'est pas là, évidemment que l'année prochaine il y aura un petit redémarrage mais qui va être ridicule. **Il faut qu'on arrête avec ces histoires de parler de croissance. On a une économie, je suis désolé de le dire qui est en train de s'effondrer dans certains secteurs dans certaines régions et dans des pans entiers de la population.** »

On voit bien ici l'hétérogénéité de ceux que l'on nomme, de manière trompeusement englobante, les économistes (12). Entre des chercheurs comme Gilles Raveaud et des modélisateurs comme ceux du panel de l'OFCN, les visions du monde proposées et les outils pour les construire semblent presque incompatibles. Aux « histoires de croissance », l'économiste suggère de substituer un diagnostic de la situation non seulement économique mais aussi et surtout sociale ; il oppose aux prévisions macroéconomiques une économie « qui est en train de s'effondrer ». Mais on le voit, il ne peut pas se passer de certaines hypothèses sur le futur. Ici, il anticipe par exemple que le tourisme et l'aéronautique ne vont pas retrouver leur niveau habituel en 2021 et que le redémarrage sera « petit » et « ridicule ». À sa manière, sans modélisation mathématique complexe, il fait des projections. Lui aussi il rêve. Ou plutôt, il cauchemarde (13).

Faire face à l'incertitude: prévisions économiques et «anticipations fictionnelles »

Faut-il rêver ou, au contraire, faire face au cauchemar ? Faire confiance aux modèles ou aux économistes s'appuyant sur d'autres instruments et modes de raisonnement ? Poser ces questions, c'est questionner notre manière de se confronter à l'incertitude intrinsèque de l'avenir. Quelques sociologues prennent au sérieux ces enjeux et suggèrent d'analyser les rapports des acteurs aux futurs comme un fait social et politique (Beckert & Suckert, 2021). Qu'est-ce que cela implique concrètement dans le cas des prévisions économiques ? Si on considère ces dernières comme une manière d'appréhender le futur et de faire face à l'incertitude qui l'entoure, alors on ne peut réduire cette activité à une simple technologie (la modélisation) qui serait complètement désencastrée du social. Comme on l'a vu, certaines controverses peuvent exister à l'échelle des chiffres (écarts de prévisions, etc.) mais quand bien même les données prévisionnelles tendent à converger, cela ne signifie pas que les visions de l'avenir économique se stabilisent. C'est bien qu'au-delà de la fabrique technique de la quantification, il y a autre chose. C'est ce que le sociologue allemand Werner Reichmann qualifie de « processus épistémique », une forme de coopération où s'entremêlent des êtres humains, des quantifications, des récits, des émotions etc. (Reichmann, 2020).

Ainsi, la présentation des analyses de la crise économique de 2020 illustre l'idée selon laquelle le relatif consensus sur le chiffre n'est que rarement un consensus sur son interprétation. Il n'existe pas une unique manière de construire l'histoire de ce que sera l'économie en décembre 2021. Il faut d'abord choisir ses variables: quelles sont les plus pertinentes pour analyser les perspectives économiques ? Puis il faut les estimer et choisir le modèle (mathématique ou non) que l'on souhaite utiliser pour faire le lien entre les variables. Enfin, dernière étape, il faut insérer l'analyse de ces relations isolées entre variables dans un récit plus vaste. A chaque étape on peut retrouver des désaccords, des instruments différents et des théories elles aussi variables. On voit bien que le concept classique en microéconomie d' « anticipation rationnelle » ne correspond pas à la complexité des processus qui permettent d'aboutir à une description de ce que sera l'économie demain. C'est précisément en considérant toutes les étapes de la construction et de la diffusion d'une prévision que l'on comprend l'intérêt d'un concept alternatif développé par Jens Beckert: les « anticipations fictionnelles ». L'objectif est alors de « mettre l'accent sur le caractère contingent et non déterministe des anticipations » (Finez & Naulin, 2018, p. 153). Dans cette perspective, les argumentaires sur ce qu'est et sera la crise économique prennent des formes propres aux énonciateurs selon leur position dans l'espace social et dans celui des discours économiques. Par exemple, la prévision de croissance du PIB est un élément clef du discours de certains économistes, tandis que d'autres n'y prêtent pas attention et pointent le doigt sur la pauvreté, le chômage et l'environnement. Analyser ces liens entre discours, énonciateurs et monde social semble être une bonne piste pour ne pas se perdre dans les méandres des discours sur l'avenir.

Les prévisions économiques sont des constructions sociales et les analyses qui intègrent ou non ces prévisions sont elles aussi encastrées dans des milieux sociaux et professionnels divers. Le discours sur le futur économique prend alors souvent la forme

d’un usage social et discursif - ou d’ « usages argumentatifs » pour reprendre une formule d’Alain Desrosières - de dispositifs eux-mêmes socialement construits. On a alors, grossièrement et pour simplifier, deux étapes (construction du chiffre / interprétation du chiffre) qui résultent de rapports de force et de mécanismes différents qu’il faut décortiquer si l’on veut vraiment rendre compte de l’origine des « anticipations fictionnelles » (Beckert, 2016). La forme onirique et fictionnelle des prévisions suppose donc une lecture prudente de ces discours sur la crise économique : derrière le rêve et la fiction se cachent plus ou moins explicitement des visions politiques de l’avenir. Quand il s’agit de rendre compte de ce que sera l’économie française à la fin de l’année, la frontière entre normatif et descriptif est très fine.

(1) Pour cette édition 2020, le panel de l’OFCN était composé de seize instituts : la Banque de France, le ministère de l’Économie et des finances (Minefi), l’INSEE, la Commission européenne, l’OCDE, le FMI, l’OFCE, Rexecode, BNP Paribas, Citigroup, le Crédit agricole, Exane, ING, Pair Conseil, HSBC et Natixis.

(2) Nous nous concentrons principalement ici sur les prévisions de croissance qui sont les chiffres les plus saillants d’un point de vue médiatique, mais ce serait tout aussi intéressant de regarder ce qu’il se passe pour d’autres variables médiatisées. Les prévisions d’emploi sont elles aussi plongées dans l’incertitude par exemple et faire des prévisions pour 2022 sur cette variable s’avère périlleux.

(3) Interview sur la chaîne YouTube « Thinkerview » le 3 avril 2021, https://www.youtube.com/watch?v=bIIRor8z1Wk

(4) Interview sur la chaîne YouTube «Le Media » le 30 décembre 2020, https://www.youtube.com/watch?v=nXZyzb3xJa4

(5) Expression reprise dans le titre de l’interview qu’il a accordé à BLAST le 14 février 2021 : https://www.youtube.com/watch?v=L_vqi3nYWAs

(6) Mathieu Cocq est économiste à la CGT et propose depuis quelques mois des émissions et interviews sur sa chaîne Twitch, une plateforme de diffusion de contenu en direct en pleine expansion.

(7) Cette question d’une vision conjoncturelle ou structurelle de la crise du coronavirus et de son impact économique mériterait d’être plus amplement développée. On peut ici se contenter de renvoyer à un texte de Bruno Théret, économiste qui prend la même position que Romaric Godin sur ce point : https://dauphine.psl.eu/fileadmin/mediatheque/recherche_et_valo/publications/Covid-19__Regards_croise__s_sur_la_crise.pdf

(8) En effet, depuis le début de la pandémie, la plupart des analyses de la situation économique s’appuie sur des statistiques « par rapport à la normale » ou compare la valeur avec celle de l’année 2019. Ainsi quand on décrit les prévisions de croissance, on parle d’un « retour à la normal » attendu pour fin 2022 par exemple.

(9) Interview sur la chaîne Twitch de Mathieu Cocq. Rediffusion postée le 3 mars 2021 sur la chaîne YouTube de Mathieu Cocq: https://www.youtube.com/watch?v=QvveJVlU-1c&t=1290s

(10) Qui a par ailleurs participé lui aussi plus récemment à un live Twitch de Mathieu Cocq dont la VOD est disponible en libre accès sur YouTube.

(11) Extrait d'un débat sur BFM Business posté sur la chaîne YouTube «Gilles Raveaud » le 30 décembre 2020: https://www.youtube.com/watch?v=7_KGmLNDy14

(12) Sur l'hétérogénéité du champ des économistes, on peut se référer à l'ouvrage classique de Frédéric Lebaron sur la croyance économique (Lebaron, 2000).

(13) Au-delà de l'opposition pratique entre rêve et cauchemar, ici la métaphore frôle le réel puisque G. Raveaud explique souvent en interview que ce qu'il se passe dans le pays l'empêche de dormir la nuit.

Références

Barrett, P., Chen, S., & Li, N. (2021). La COVID sur le long terme : Les répercussions sociales des pandémies. *Le FMI et la Covid 19*. https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/02/03/blog-covid-long-shadow-social-repercussions-of-pandemics

Beckert, J. (2016). *Imagined futures : Fictional expectations and capitalist dynamics*. Harvard University Press.

Beckert, J., & Suckert, L. (2021). The future as a social fact. The analysis of perceptions of the future in sociology. *Poetics*, *84*, 101499. https://doi.org/10.1016/j.poetic.2020.101499

Boyer, R. (2020). *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie.* La Découverte.

Département analyse et prévision de l'OFCE. (2020). Evaluation au 30 mars 2020 de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement en France. *OFCE Policy Brief*, *65*, 31.

INSEE. (2020). *Point de conjoncture du 26 mars 2020*.

Lebaron, F. (2000). *La croyance économique : Les économistes entre science et politique*. Seuil.

Madec, P., & Péléraux, H. (2021). L'économie française en 2020-2022 selon le panel des prévisionnistes de l'OFCN. *OFCE Policy brief*, *85*, 14.

Pilmis, O. (2020a). Prévoir dans le noir. La prévision macroéconomique dans une situation de crise sanitaire. *CSO Dossier « Les sciences sociales en temps de crise: le covid19 »*.

Pilmis, O. (2020b). Mesurer l'arrêt : Produire de l'information économique à propos du confinement. *CSO Dossier « Les sciences sociales en temps de crise: le covid19 »*.

Reichmann, W. (2020). Social Interaction, Emotion, and Economic Forecasting. In *Futures Past. Economic Forecasting in the 20th and 21st Century.* (Peter Lang D.). https://doi.org/10.3726/b16817/15

Soroka, S. N., Stecula, D. A., & Wlezien, C. (2015). It's (Change in) the (Future) Economy, Stupid : Economic Indicators, the Media, and Public Opinion. *American Journal of Political Science*, *59*(2), 457-474. https://doi.org/10.1111/ajps.12145

Mots-clés : Politique économique | Prévisions

Ajouter un commentaire

▼ CAPTCHA
Cette question sert à vérifier si vous êtes un visiteur humain ou non afin d'éviter les soumissions de pourriel (spam) automatisées.

Quelle est la capitale de la France ?